

Les Alsaciens séduisent moins les entreprises suisses

La figure du Waggis, le petit travailleur alsacien qui venait offrir sa force de travail, semble avoir du plomb dans l'aile. Si les mouvements quotidiens vers la cité suisse restent très nombreux, les embauches se font désormais prioritairement vers l'Allemagne.

■ « Depuis l'an 2000, l'Alsace a perdu près de 5 000 emplois frontaliers à Bâle » : le constat est signé Charles Buttner, président du conseil général du Haut-Rhin. Comme un leitmotiv, l'écu rappelle cette donnée depuis près de deux ans. Pourtant, sur le seul canton de Bâle-Ville, ce chiffre est faux : 17 144 frontaliers alsaciens étaient répertoriés dans le canton en janvier 2000, et ils étaient 17 318 en janvier 2011. Dans le canton voisin (Bâle-Campagne), la chute n'est pas non plus apparente : 10 613 frontaliers français en 2000, et 10 676 en 2010. Idem en Argovie (930 en 2000, 1 235 en 2011).

Pourtant, les chiffres au goût de mise en garde du président du conseil général ne sont pas dénués de tout fondement. Ils doivent toutefois être analysés comparativement aux données sur les travailleurs frontaliers allemands en Suisse. En-

tre 2000 et 2011, ceux-ci sont passés de 20 302 à 33 544 individus. « Il faut tenir compte de certaines données liées au logement et au coût de la vie pour expliquer partiellement ces chiffres : nombre de citoyens allemands qui résidaient en France à la fin des années 1990 sont retournés vivre en Allemagne », précise-t-on auprès des différents offices de statistiques des trois cantons concernés. Mais cette correction ne porte tout au plus que sur quelques centaines de personnes.

Plusieurs secteurs en crise depuis les années 1990 étaient d'importants pourvoyeurs d'emplois

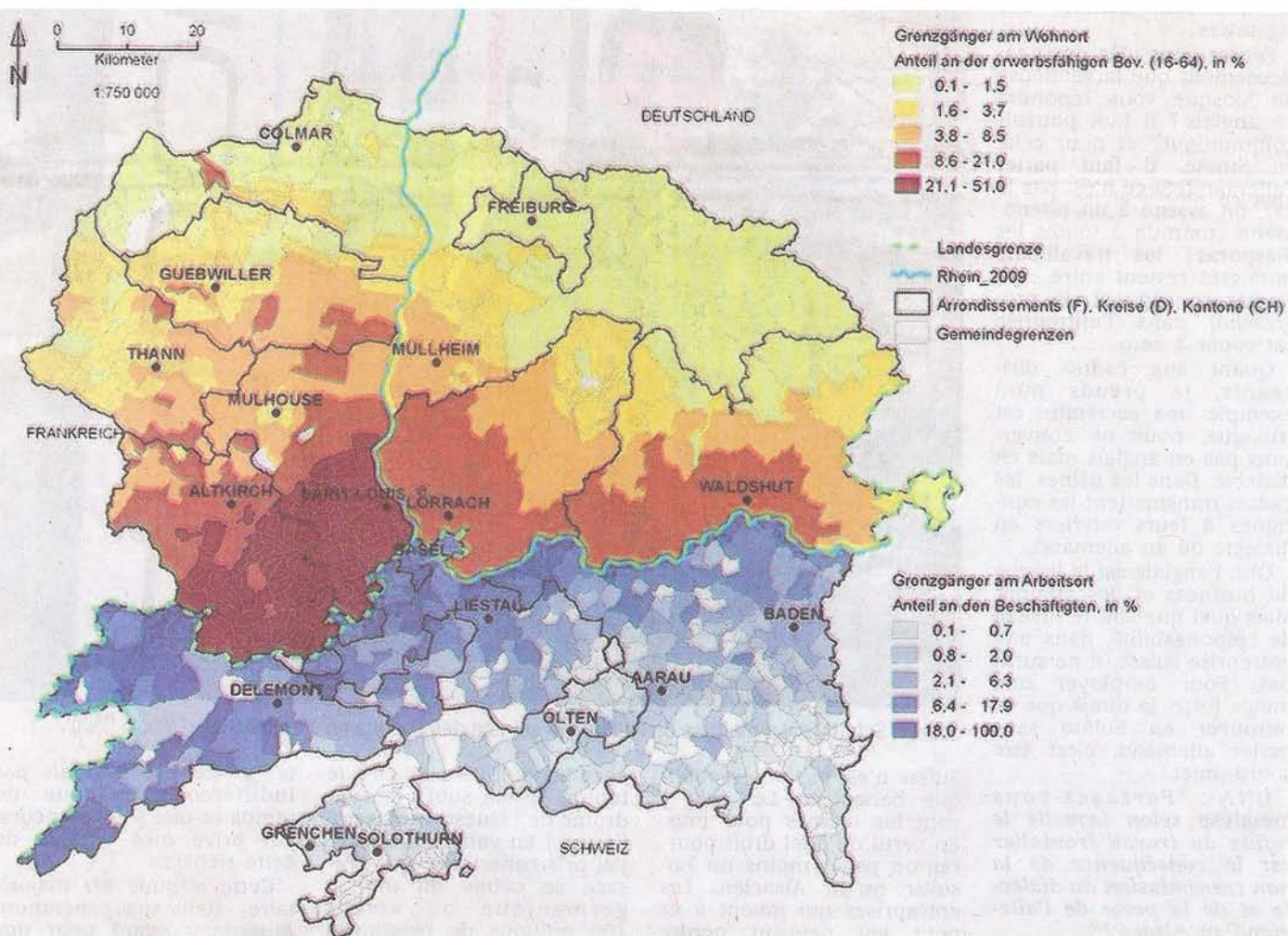
Le constat est donc implacable : l'économie bâloise, avec ses secteurs dynamiques dans l'industrie pharmaceutique et les services, ne se tourne plus vers l'Alsace pour trouver sa main-d'œuvre (ou moins

qu'avant), mais davantage vers l'Allemagne voisine (secteurs de Lörrach et de Waldshut-Tiengen).

Une étude affinée de l'économie bâloise permet de dégager quelques pistes d'explication. Plusieurs secteurs en crise depuis les années 1990 étaient d'importants pourvoyeurs d'emplois (métallurgie, chimie lourde, manutention portuaire, mécanique,... et dans une moindre mesure le bâtiment). Dans ces branches, un grand nombre de postes requérant peu de qualification étaient offerts à des travailleurs alsaciens, pour peu qu'ils parlent allemand. A contrario, la recherche pharmaceutique, l'aménagement aéronautique et les services financiers et bancaires ont connu une croissance forte, avec nombre d'embauches à la clef. « Cela explique partiellement le maintien du volume de travailleurs frontaliers venant de France : les laboratoires

pharmaceutiques embauchent des chercheurs notamment français qui s'installent en Alsace et compensent les pertes des ouvriers et salariés peu qualifiés qui perdent leurs emplois ou ne sont pas remplacés à leur départ en retraite par d'autres Alsaciens », explique Christoph Koellreuter, analyste économique bâlois. Cependant donc, si le volume reste stable, la structure des frontaliers change : chaque année, davantage de travailleurs frontaliers français à Bâle sont issus d'autres régions françaises voire d'autres pays et ne sont installés en Alsace que depuis peu. Tandis que les Alsaciens de naissance, notamment ceux aux cursus universitaires moins poussés, éprouvent les plus grandes difficultés à se faire une place sur le marché du travail helvétique.





© Kartengrundlage: SIGRS - GISOR, Conférence du Rhin Supérieur - Oberreinkonferenz 2010

Quelle: Grenzgängerbewilligungen BFM 2008, INSEE 1999, Statistisches Landesamt Baden-Württemberg 2000, BZ 2005

Le nombre de travailleurs frontaliers par commune autour de Bâle. (Document remis)

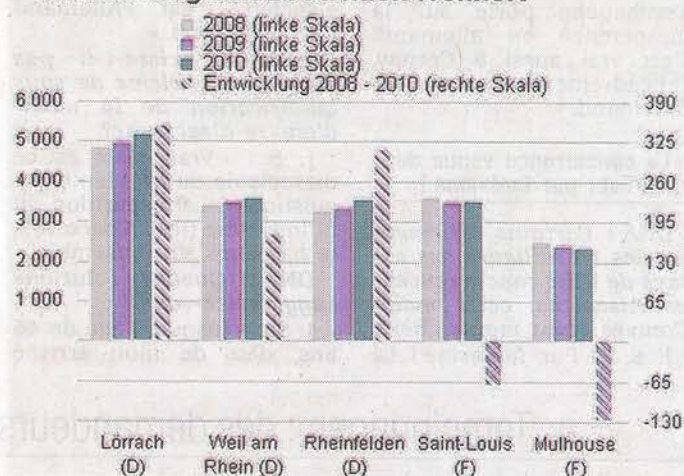
La perte de la maîtrise de l'allemand par les jeunes générations alsaciennes fait des ravages

Comment expliquer alors la montée très forte du nombre de frontaliers allemands en Suisse ? Le facteur linguistique est pointé du doigt par un grand nombre d'observateurs. La plupart des métiers de l'artisanat et du commerce de détail exigent comme compétence première la maîtrise de l'allemand. Les générations nées dans l'immédiat après-guerre, élevées dans des milieux dialectophones, pouvaient donc sans souci occuper ces postes. La perte progressive de la maîtrise de l'allemand par les jeunes générations alsaciennes fait des ravages. « 80 % des électriciens intervenant à Bâle sont Alsaciens, mais une proportion similaire est âgée de plus de 50 ans », donne en exemple Urs Endress, dirigeant de l'entreprise Endress + Hauser (lire ci-dessous).

Des villages entiers pourraient d'ici 2020 à 2025 être majoritairement peuplés de chercheurs étrangers

Mais ce changement dans la sociologie des frontaliers, couplé avec la baisse des emplois pour les travailleurs peu qualifiés, fait peser une menace sur les communes du Sud Alsace. « Si le mouvement s'amplifie, les prix de l'immobilier vont grimper très haut. Terrains et logements seront achetés par des Anglais, des Espagnols, des Japonais, des Libanais ou des Russes qui viennent travailler dans la recherche pharmaceutique et touchent d'importants salaires. Tandis que les jeunes Alsaciens, qui ne bénéficieront plus des salaires suisses, ne feront pas le poids et devront s'installer plus loin de la frontière », avertit un économiste suisse sous couvert d'anonymat. Des villages entiers pourraient d'ici 2020 à 2025 être majoritairement peuplés de chercheurs étrangers, et voir s'en aller les enfants des

Bestand gültiger Grenzgängerbewilligungen und Veränderung seit 2008 nach Wohnort



L'évolution du travail frontalier en Suisse entre 2008 et 2010 selon le secteur d'origine des travailleurs. (Document remis)

familles historiquement installées là.

Formation poussée et maîtrise de l'allemand sont les deux clefs

Un tel mouvement avait

été dénoncé à la fin des années 1980 avec l'installation de nombreuses familles allemandes et suisses dans des villages alsaciens. Mais le phénomène qui s'amorce là pourrait être d'une tout autre ampleur. La clef réside

donc dans les revenus des jeunes générations nées en Alsace. Et sans doute donc dans leur capacité à trouver un emploi en Suisse. Pour ce faire, deux atouts sont

indispensables, selon tous les analystes consultés : une formation poussée et une maîtrise de l'allemand.

Matthieu Hoffstetter

« Des avancements plus compliqués »

■ **Urs Endress dirige la branche française du groupe Endress + Hauser, spécialisé dans les instruments de précision. La société suisse dispose de sites commerciaux et de production dans les trois pays autour de Bâle (dont Huningue et Cernay en France).**

Dernières Nouvelles d'Alsace : Comment vivez-vous cette situation de société avec les sites sur trois pays ?

Urs Endress : « Endress + Hauser est un groupe né en Suisse mais avec de nombreux salariés français. Nous avons des collaborateurs alsaciens sur les sites alsaciens de Huningue et Cernay mais également à Bâle et à Maulburg, en Allemagne.

Chez nous la nationalité ne compte pas, seule la compétence compte. Nos salariés peuvent ainsi passer aisément d'un site à l'autre au gré de leur carrière. La proximité est un plus, tant pour le management que pour le brassage des salariés. »

« Difficultés à recruter sur certains postes »

Vous avez investi depuis 30 ans en Alsace avec le site Flowtec à Cernay. Quels arguments vous ont décidé ?

« La proximité du site commercial de Huningue et du siège bâlois ainsi que la compétence étaient les premiers arguments. Mais nous avons également investi en ayant à l'esprit que les Alsa-

ciens parlaient allemand. C'est malheureusement de moins en moins vrai. Cela complique les contacts et les échanges au quotidien avec le siège et les sites de production en Allemagne. Cela rend également des avancements de carrière plus compliqués pour nos salariés français. Nous avons même des difficultés à recruter sur certains postes. »

« Pas seulement l'accueil de la langue »

Avec ce problème linguistique, referiez-vous le choix d'investir en Alsace aujourd'hui ?

« Nous y réfléchissons à deux fois et je ne garantis pas que le choix serait favorable à l'Alsace. Mais c'est dommage car nos salariés

français présentent des profils très intéressants. Mais souvent, en plus de l'accueil de la langue, nous éprouvons des difficultés à trouver des personnes avec la formation technique adéquate.

Pourtant, comme d'autres entreprises suisses, nous proposons des formations en interne, tant pour les langues que pour les compétences techniques.

Qu'on me présente des candidats avec la formation requise et nous leur proposerons des cours d'allemand. Qu'on me présente des candidats germanophones et nous les formerons aux postes concernés. Mais le plus souvent nous n'avons ni l'un ni l'autre. »

Recueilli par M. H.